

<http://www.humanite.fr/tribunes/rassembler-dans-les-luttes-pour-l-alternative-radi-545569>

Comment se débarrasser des politiques d'austérité mises en œuvre en Europe ?

## Rassembler dans les luttes pour l'alternative radicale d'un autre euro

Par Paul BOCCARA, Frédéric BOCCARA, Yves DIMICOLI, Denis DURAND, Jean-Marc DURAND, Catherine MILLS, membres de la commission économie du Pcf.

L'article collectif « Contre l'austérité en Europe luttons pour un autre euro », publié dans l'Humanité du 13 juin dernier, a connu un grand retentissement à gauche, en France et, au-delà, en Europe. Face à une argumentation précise, certains, comme Jacques Sapir, ont choisi le terrain du dénigrement. C'est un aveu de faiblesse face aux critiques des illusions de fausse radicalité en Europe.

Il convient, cependant, de renouveler l'argumentation en faveur des propositions concrètes, radicales et rassembleuses à gauche, portées par les économistes communistes dans le cadre du Front de gauche, contre les tentatives de semer le trouble, d'intimider et de brouiller les pistes dans un débat d'une grande importance politique.

Soulignons seulement trois points fondamentaux sur lesquels, loin de laisser dénigrer les positions alternatives, il convient de développer des luttes unitaires.

Premièrement : contre la prétendue solution radicale de sortie de l'euro, la « raison la plus importante » opposée à cette fausse solution, comme cela a été avancé dans l'Humanité du 13 juin, concerne la désertion de la bataille déjà engagée pour un autre euro, une autre BCE et une autre construction européenne. Cela concerne la proposition d'un nouveau crédit pour sécuriser et promouvoir l'emploi à partir de la BCE et, aussi, une autre création monétaire de cette dernière pour alimenter un Fonds européen de développement social, solidaire et écologique, notamment pour une expansion des services

publics en coopération. Nos critiques font précisément silence sur cette question et ces propositions cruciales. Cela confirme leur caractère décisif et le besoin de rassembler dans les luttes autour de ces idées nouvelles.

Par ailleurs, d'autres propositions, comme celles de Jacques Nikonoff et Jean-Claude Danglot, de sortir de l'Union européenne, d'opposer la Banque de France, le franc et une solution purement nationale à la BCE et un autre euro prétendu illusoire, ne voient pas que :

- déjà la BCE a dû intervenir pour soutenir les pays européens en difficulté sans révision des traités ;
- la création monétaire de l'euro donne une base monétaire pour une croissance européenne solidaire de progrès social, qui serait suffisamment importante et solide pour s'émanciper des marchés financiers et de la spéculation ;
- contre la mondialisation du libéralisme, la construction d'une autre Union européenne fournit une force désormais

indispensable pour une politique autonome.

Fuir devant les nouveaux problèmes de notre époque en croyant retourner au passé constitue précisément une illusion fallacieuse.

Deuxièmement : la sortie de l'euro, et donc le retour aux monnaies nationales, serait, suggère-t-on, la solution pour nous acquitter de notre dette publique et, en même temps, mieux écouler nos productions en postulant un jeu favorable des « élasticités-prix ».

Mais notre balance commerciale exprime encore plus qu'hier un déficit endémique, notamment avec l'Allemagne. Une sortie de l'euro impliquerait de facto une dévaluation de notre monnaie nationale qui renchérirait d'autant le coût de nos importations en provenance de ce pays.

Les partisans d'une sortie de l'euro espèrent qu'une baisse du prix des produits fabriqués en France, exprimés dans une monnaie nationale dévaluée par rapport à l'euro, permettrait des gains de parts de marché

susceptibles de réduire le déficit commercial du pays. Mais cela ne pourrait marcher qu'au bout de quelque temps (c'est ce qu'on appelle la « courbe en J » du solde commercial en cas de dévaluation), et à certaines conditions souvent irréalistes : que les gains de compétitivité ne soient pas annulés par une hausse des profits des entreprises et que l'appareil productif soit capable de répondre à la demande, sans compter les exigences de réduction des salaires et la mise en place de plans de rigueur. Souvent, cela ne marche pas. En outre, l'effet de la dévaluation est surtout d'élever les prix internationaux des importations obligées, donc de contribuer à aggraver le déficit commercial ! C'est ce qui s'est produit en France lors des dévaluations successives des années 1980. Avec l'affaiblissement de notre tissu industriel, nous serions aujourd'hui dans une situation encore plus vulnérable. L'augmentation des prix des marchandises importées comme celle des matières premières ou encore des productions que la France ne fait plus se traduirait par une poussée inflationniste.

Inflation que l'on chercherait à réduire en faisant pression sur les salaires. Et cela contribuerait aussi à maintenir et développer des emplois à faible niveau de qualification. Ce qui concernerait particulièrement l'Europe du Sud.

En même temps, une dévaluation alourdirait le coût de la dette. Ainsi, libellée dans la monnaie qui aura cours en France, la valeur de la dette tiendrait nécessairement compte de la nouvelle valeur internationale qu'aurait cette monnaie (avec une dépréciation d'environ 25 % par rapport à l'euro, soit autant de surcoût de la dette détenue par des non-résidents, c'est-à-dire immédiatement 8 milliards d'euros de plus à payer en année pleine). Sans tenir compte d'une spéculation éventuelle.

Relancer une croissance saine et durable à partir de nouveaux critères sociaux et environnementaux est indispensable.

Troisièmement : il convient de s'appuyer sur les luttes qui montent dans tous les pays européens contre les politiques d'austérité impulsées par les

gouvernements. Ceux-ci mettent notamment en avant le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (traité Merkozy). Ils multiplient les efforts de rapprochement vers un fédéralisme, carcan contre le progrès social, contre la démocratie, contre les souverainetés nationales dans une Europe de coopération.

Le pouvoir actuel de la monnaie européenne au bénéfice des marchés financiers commence à être mis en cause. Et l'idée d'un autre euro, à l'opposé de la fausse solution de la sortie de l'euro, progresse à gauche de partout, y compris en Grèce. L'Europe actuelle suscite un véritable mouvement de rejet parmi les populations. Les choix politiques faits au nom des citoyens n'ont eu de cesse de développer la domination des marchés financiers. Le statu quo devient insupportable. Seules des luttes convergentes, à partir des exigences populaires sur l'emploi, les salaires, les services publics, peuvent créer le rapport de forces qui permettra, progressivement, de nous émanciper des marchés

financiers en nous appuyant sur une tout autre construction européenne.

Cela exige non de se replier, voire d'aviver la concurrence, mais de coopérer, de coélaborer des réponses en capacité de faire reculer la domination du capital et de la finance.

D'où l'idée d'une autre utilisation de l'euro par une transformation de la politique de la BCE afin de permettre, par une création monétaire commune, de développer l'emploi et les services publics.

La sortie des politiques d'austérité passe par là. Certes, les marchés financiers ne sont pas prêts à abdiquer sans luttes acharnées. Mais il n'y a pas d'autres solutions pour s'en sortir que, non seulement accepter ce combat pour une autre utilisation de l'euro et de la BCE, mais de le prendre à bras-le-corps jusqu'à gagner par des rassemblements de toutes les forces sociales, politiques et idéologiques intéressées à une autre Union européenne de progrès social.

**Paul BOCCARA, Frédéric BOCCARA, Yves DIMICOLI, Denis  
DURAND, Jean-Marc DURAND, Catherine MILLS,**